

L'Islande dit «non» à l'Union européenne

Le vernis s'est écaillé

par Alex Krainer*



Alex Krainer.
(Photo mad)

Le samedi 29 août 2026, un référendum s'est tenu en Islande pour déterminer s'il fallait reprendre les négociations d'adhésion à l'UE. Le résultat n'a pas été favorable à l'UE: 52,8% des Islandais ont voté «non» et 47,2% «oui», avec un taux de participation de 82,5%.

La question n'était même pas de savoir si l'Islande devait adhérer à l'UE, mais si les négociations d'adhésion devaient être reprises. Un «oui» aurait permis la reprise des négociations; un éventuel traité d'adhésion aurait nécessité un deuxième référendum.

La Première ministre islandaise *Kristrún Fróstadóttir* avait promis ce référendum et déclaré que les négociations d'adhésion n'avanceraient pas sous son gouvernement, qui restera en fonction jusqu'en 2028. En outre, sous son gouvernement de centre-gauche, le Parlement examinera s'il convient de retirer formellement la demande d'adhésion de l'Islande.

Contexte et importance de l'Islande

L'Islande est un minuscule Etat insulaire: il compte environ 400 000 habitants et se trouve très éloigné du continent européen. L'Islande a déposé sa demande d'adhésion à l'UE en 2009, après que la crise financière eut gravement ébranlé l'économie et le système bancaire du pays. Les négociations ont débuté et 11 chapitres ont été clôturés, mais une coalition eurosceptique dirigée par le Premier ministre *Sigmundur Davíð Gunnlaugsson* (Parti de l'indépendance et Parti du progrès) a suspendu les dis-



L'Islande exerce un contrôle souverain sur ses pêcheries, ce qui constituait l'un des principaux points de discord avec l'UE. Le port «Frierhöfn» dans les îles Vestmanna. (Photo sc)

cussions et officiellement mis un terme au processus d'adhésion en 2015.

L'ancien Premier ministre a expliqué ce qui était en jeu pour l'Islande. L'avantage, a-t-il déclaré, serait une place à la table des négociations. L'Islande obtiendrait tout au plus six sièges au sein d'un Parlement européen comptant 750 députés ou plus. Ce Parlement n'est même pas en mesure de présenter un projet de loi. Il se contente d'approuver ce que lui soumettent les fonctionnaires non élus de la Commission européenne. Gunnlaugsson a posé la question suivante: «Pourquoi s'engager dans un processus dont le prix consiste à renoncer à nos tribunaux, à nos lois, à notre gouvernement et à notre politique étrangère, ainsi qu'à tout traité qui ne plaît pas à Bruxelles – pour l'espoir d'une dérogation temporaire?»

L'Islande est déjà fortement intégrée à l'UE par le biais de l'Espace économique européen (accès au marché unique, aux côtés de la Norvège et du Liechtenstein) ainsi que de l'espace Schengen, qui permet la libre circulation des personnes entre l'Islande et les Etats membres de l'UE. L'Islande est par ailleurs membre de l'OTAN depuis 1949. Elle a toutefois conservé certains des aspects les plus importants de sa propre souveraineté: elle dispose de sa propre monnaie, la couronne islandaise (króna), et donc de sa souveraineté monétaire.

La question de la pêche

L'Islande exerce également un contrôle souverain sur ses pêcheries, ce qui a constitué l'un des

* Alex Krainer est le créateur de «I-System Trend Following» et l'éditeur de la lettre d'information quotidienne «Trend Compass». Il est gestionnaire de portefeuille chez Altana Wealth S.A.M. à Monaco, et l'auteur de nombreux ouvrages sur les marchés financiers et des matières premières.

principaux points de discorde entre l'Islande et l'UE. En effet, ce sont les principales régions de pêche du pays qui ont fermé la porte à l'UE en votant à une large majorité contre la poursuite des négociations d'adhésion. Leur méfiance reposait sur l'expérience de l'Irlande avec l'UE et ses réglementations complexes et incohérentes.

La plainte maintes fois formulée par le secteur de la pêche irlandais est claire et nette: l'Irlande dispose d'environ 12% des eaux de l'UE, mais ne reçoit qu'environ 5 à 6% des quotas de pêche. En conséquence, ce sont les navires d'autres Etats membres qui réalisent la majeure partie des prises dans les eaux irlandaises. Les pêcheurs se décrivent eux-mêmes comme «le panier à poissons de l'Europe, mais le parent pauvre», dont les bateaux restent à l'ancre pendant des mois une fois les quotas mensuels épuisés, tandis que les navires étrangers sont, d'une manière ou d'une autre, autorisés à continuer de pêcher dans ces mêmes eaux. Beaucoup considèrent ce système comme une trahison, ce qui attise les appels en faveur d'une sortie de l'Irlande de l'UE.

Ce n'est plus un club prestigieux

Le signal peut-être le plus significatif du référendum islandais de ce week-end est que l'UE n'est plus considérée comme un club prestigieux regroupant les économies les plus riches et les plus avancées du monde, mais – comme l'a dit Gunnlaugsson – comme une union au sommet de son déclin. Et en effet, les Islandais ont raison: l'UE est un projet qui se trouve dans une phase de déclin accéléré et qui s'effondre sous le poids de ses propres contradictions. Bien qu'elle se soit ostensiblement engagée en faveur de l'idéal démocratique, elle est profondément antidémocratique.

Les Etats désirant adhérer à ce club doivent renoncer à leur souveraineté et appliquer toutes les directives de la Commission européenne – y compris celles à venir –, sans pour autant avoir leur mot à dire dans leur élaboration. Les lois européennes sont rédigées par des groupes de lobbistes, le plus souvent secrets, puis transmises

à la Commission européenne pour être mises en œuvre. Le Parlement européen examine et débat certes occasionnellement ces projets de loi, mais cette assemblée sert essentiellement deux objectifs: approuver tout ce que la Commission européenne lui soumet et offrir aux députés une tribune où ils peuvent enregistrer des vidéos YouTube et accroître leur propre popularité.

Mon propre pays, la Croatie, est devenu membre à part entière de ce «prestigieux» club en 2013, et la plupart des gens vivent aujourd'hui nettement moins bien qu'avant 2013. L'économie stagne, plus des deux tiers des ménages ont du mal à joindre les deux bouts, l'inflation augmente et la corruption sévit. A l'instar de leurs collègues irlandais, les pêcheurs croates sont eux aussi en ébullition: depuis cette année, pour des raisons tout à fait obscures, ils ne sont plus autorisés à pêcher que 27 jours par an.

L'agriculture est elle aussi systématiquement démantelée, avec des abattages massifs et fréquents du cheptel – tantôt en raison de résultats positifs aux tests de dépistage de la peste porcine africaine, tantôt à cause de la grippe aviaire ou de toute autre prétexte. Dans tous les cas, la seule solution consiste à détruire des troupeaux entiers. Les gens en ont assez, et si un référendum sur la sortie de l'UE était organisé aujourd'hui en Croatie, ils voteraient presque à coup sûr en faveur du «Croexit». Je pense qu'il en irait de même dans la plupart des Etats membres de l'UE.

Il devient de plus en plus difficile de voir l'intérêt de maintenir une Union composée de membres réticents, d'autant plus que cette Union, dans sa volonté de se préserver intacte, devient de plus en plus répressive. Jour après jour, son système de gouvernement ressemble de plus en plus à celui de l'URSS, ce qui laisse présager un avenir tout aussi prometteur. Pour les investisseurs, cela a des répercussions très importantes sur les obligations d'Etat des Etats membres de l'UE et sur la monnaie de l'Union.

Source: <https://trendcompass.substack.com/p/the-gloss-wore-off-iceland-says-no>, 31 août 2026.

(Traduction «Point de vue Suisse»)